

Réactions antinucléaires ou mouvement antinucléaire Anti-nuclear Reaction or Anti-nuclear Movement

Alain TOURAINE

Volume 13, numéro 1, avril 1981

Écologie sociale et mouvement écologiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001799ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001799ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

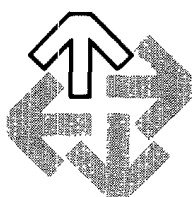
Citer cet article

TOURAINE, A. (1981). Réactions antinucléaires ou mouvement antinucléaire. *Sociologie et sociétés*, 13(1), 117–130. <https://doi.org/10.7202/001799ar>

Résumé de l'article

Un mouvement social est une action collective organisée contre un adversaire social pour la gestion des moyens par lesquels une société agit sur elle-même et sur ses rapports avec son environnement. Comment le problème peut-il devenir un problème social? S'agit-il d'un mouvement social ou au contraire de formes de décomposition d'un mouvement social irréalisable pour des raisons sociales ou historiques? Pour répondre à ces questions, Alain Touraine, d'une part, analyse les obstacles à l'apparition d'un problème social et, d'autre part, évalue les étapes de formation d'un mouvement social. En outre, il dépasse l'étude des documents en ayant recours à l'intervention sociologique dont les principes et les procédures sont présentés dans la Voix et le Regard. L'intervention d'Alain Touraine aboutit aux conclusions suivantes : l'action nucléaire porte un mouvement social mais elle n'est pas capable de le transformer en action organisée; les réactions nucléaires comme l'ensemble des attitudes des écologistes ne sont pas unifiées, elles ne peuvent mettre en cause le pouvoir technocratique mais elle marquent un changement considérable du champ politique. Le problème nucléaire est plus qu'un problème proprement politique et permet déjà de définir et de voir se combattre les forces les plus caractéristiques des sociétés industrielles avancées qu'on peut nommer postindustrielles.

Réactions antinucléaires ou mouvement antinucléaire



ALAIN TOURAINE

INTRODUCTION

Les écrits très nombreux sur les problèmes sociaux posés par le développement d'une industrie nucléaire civile se classent aisément en trois catégories. D'abord ceux qui présentent le problème nucléaire, c'est-à-dire les avantages et les inconvénients de l'utilisation de l'énergie atomique. Ensuite, les travaux sur la politique nucléaire et en particulier sur la participation des scientifiques à la décision politique : enfin, la description et l'analyse des conduites collectives suscitées par l'industrie nucléaire. Parmi ces derniers travaux se situent naturellement au premier rang les enquêtes d'opinion mais aussi des recherches plus complexes et plus interprétatives. Seule cette catégorie nous intéresse directement ici¹, car il est arbitraire de considérer que toutes les formes de critique ou de refus d'utilisation de l'énergie nucléaire appartiennent au même ensemble culturel ou social et ont le même sens. Il est plus vraisemblable qu'un changement de cette importance provoque un ensemble de réactions qui n'ont en commun que d'être des réponses aux mêmes événements — et qui ont des sens tout à fait opposés. De la même manière les études sur le mouvement écologique ont

1. Cf. A. Touraine, Z. Hegedus, F. Dubet et M. Wieviorka, *la Prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980 (*To be published in english by Cambridge University Press*).

bien montré que sous ce même vocable on pouvait inscrire aussi bien des réactions de défense d'intérêts acquis que des utopies ou des projets de transformation fondamentale de la société. La question qui sera examinée ici, à partir d'une recherche menée en France de 1977 à 1979, est celle des conditions et des formes d'apparition d'un mouvement social à l'intérieur des réactions antinucléaires. J'entends par mouvement social une action collective organisée menée contre un adversaire social pour la gestion des moyens par lesquels une société agit sur elle-même et sur ses rapports avec son environnement. Plus simplement on peut parler de mouvement social quand un acteur collectif défini en termes sociaux s'oppose à un adversaire défini également en termes sociaux et quand l'un et l'autre tentent de diriger ou de s'approprier des ressources culturelles considérées comme de grande importance. Il est évident que toutes les réactions antinucléaires ne forment pas partie d'un mouvement social. Qu'il s'agisse de la défense de collectivités locales menacées par un changement qu'elles ne contrôlent pas, de groupes de pression visant à des réformes institutionnelles ou enfin d'une action mettant en cause la culture industrielle plus qu'un pouvoir social, il est inutile et même dangereux d'introduire la notion de mouvement social. Ceci ne veut pas dire que de telles conduites collectives soient moins importantes mais seulement qu'elles sont d'une autre nature. Naturellement on peut critiquer l'usage qui est fait ici de l'expression mouvement social et préférer la remplacer par une autre, mais l'essentiel est de définir l'objet de la recherche comme la séparation de divers types de conduites collectives et la recherche dans les conduites antinucléaires d'un conflit qui mette en cause les orientations les plus fondamentales d'un système socioéconomique.

I — UNE PERCEPTION NON SOCIALE D'UN PROBLÈME SOCIAL

Il est rare qu'un problème social soit reconnu d'abord comme tel et que les conduites qu'il suscite soient interprétées dès le départ comme un mouvement social. Au contraire il est très fréquent que l'existence d'un problème social soit niée et recouverte par le choc direct d'idéologies opposées qui ont en commun de naturaliser les problèmes sociaux ou de transformer profondément leur contenu social.

L'idéologie des milieux dominants comporte deux aspects principaux. D'une part, elle présente l'industrie nucléaire comme une nécessité naturelle pour des raisons technologiques et économiques. Face au renchérissement du prix du pétrole et à la fragilité des approvisionnements du monde occidental, il est inévitable, dit-elle, de recourir à l'énergie nucléaire. Ce raisonnement est présenté avec une force particulière dans les pays les plus pauvres en sources d'énergie et par conséquent les plus dépendants des importations. Les raisonnements de type plus étroitement économique, portant en particulier sur le prix de revient du Kwh de différentes origines, visent aussi à remplacer le débat social par l'affirmation d'une rationalité indiscutable.

L'autre aspect de cette idéologie fait appel à des réalités sociales mais en les transformant pour remplacer un problème social interne par l'affrontement d'une société et de ses ennemis extérieurs. La nécessité de construire une in-

industrie nucléaire est alors présentée en termes de stratégie militaire et de défense de l'indépendance nationale.

De l'autre côté, on observe les deux mêmes manières de désocialiser le problème social. En premier lieu l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire est souvent condamnée pour des raisons aussi naturelles et aussi peu sociales que celles qui à l'inverse sont mobilisées en faveur de la politique pro-nucléaire. La peur de la catastrophe, de l'explosion, de l'accident majeur et de la contamination joue ici un rôle essentiel. D'autre part, la critique sociale et politique portée par les antinucléaires tend à montrer que l'industrie nucléaire entraîne nécessairement une dictature policière ou un régime répressif. Ceci aboutit paradoxalement à imposer l'idée d'un déterminisme technologique qu'on trouve plus généralement exprimé dans les milieux dirigeants. Nous avons observé avec quelles difficultés les militants antinucléaires renoncent à ce type d'argument qui devrait en réalité être renversé de manière à montrer que c'est un certain mode de décision politique et en particulier la concentration de l'information et de la décision qui détermine le choix d'une politique énergétique et l'avantage donné à l'énergie nucléaire sur d'autres manières d'agir, soit sur l'offre, soit sur la demande d'énergie. Une autre version de cette critique non sociale du pouvoir nucléaire consiste à défendre l'identité et les intérêts d'un groupe social contre tout changement venu de l'extérieur, sans introduire aucune analyse des relations sociales et en particulier des rapports de domination qui unissent la collectivité considérée et les agents externes de changement.

La formation d'un mouvement antinucléaire dépend donc, non pas de la capacité de mobilisation d'une population, comme on le dit parfois en termes trop généraux, mais de sa capacité de transformer cette analyse non sociale d'un problème social en analyse sociale.

Dans le cas du problème nucléaire un autre obstacle s'oppose à cette analyse sociale. Il s'agit, en particulier pour les pays européens, de la situation constituée pour eux par la perte de l'hégémonie qu'ils ont exercée pendant plusieurs siècles sur la plus grande partie du monde. Ces pays ont été habitués à considérer que leurs changements sociaux avaient des causes essentiellement endogènes : systèmes de valeurs, découvertes scientifiques et technologiques, initiatives politiques, etc... Or le problème nucléaire et les problèmes énergétiques en général prennent une importance croissante au moment même où ces sociétés ont, pour la première fois depuis longtemps, conscience d'être soumises à des déterminants exogènes du changement, de sorte que leur avenir ne dépend plus de leur fonctionnement propre mais plutôt d'événements largement imprévisibles et qui sont vécus comme des menaces et des dangers plutôt que comme des occasions offertes. Il faut s'interroger ici sur la capacité qu'ont ces sociétés de créer encore des mouvements sociaux. Ceux-ci n'ont jamais pu prendre une grande importance dans les sociétés proprement dépendantes, qui sont dépossédées de leur avenir autant que de leur passé, et qui semblent n'avoir d'autre histoire que l'histoire des autres. On peut considérer que les sociétés occidentales et en particulier les sociétés européennes sont, de ce point de vue, des sociétés en décadence, c'est-à-dire qui cessent de produire leur histoire et leur sens, et sont de plus en plus dépendantes de logiques externes. En posant la question de la formation, de la construction d'un mouve-

ment social, nous ne devons pas faire l'hypothèse que la réussite de cette construction est « normale ». On peut s'interroger au contraire sur l'importance des forces qui poussent à la décomposition de ce mouvement social.

En résumé, deux questions doivent être posées au départ de cette recherche. Comment le problème nucléaire peut-il devenir un problème social ? Et, en second lieu, de quelle nature est l'action sociale considérée ? S'agit-il d'un mouvement social ou au contraire de formes de décomposition d'un mouvement social irréalisable, soit pour des raisons sociales soit pour des raisons historiques soit pour les deux à la fois ?

II — LES OBSTACLES À L'APPARITION D'UN PROBLÈME SOCIAL

1- On peut faire l'hypothèse que la transformation de conduites de réponse à une situation en un mouvement social dépend de deux conditions principales. La première est qu'existe un espace politique *autonome*, c'est-à-dire un ensemble d'institutions qui permettent l'expression en même temps que le traitement au moins partiel des conflits sociaux. La seconde est qu'existe dans la société considérée une capacité de définir les forces, les rapports et les conflits *centraux*. On aperçoit facilement que ces deux conditions ne sont pas seulement complémentaires mais dans une large mesure opposées l'une à l'autre. C'est dans les sociétés les plus « civiles », celles où les mécanismes institutionnels sont les plus diversifiés et les plus ouverts, que l'espace politique permet le plus facilement à un mouvement social de se développer ; mais ces sociétés sont aussi celles qui poussent à la séparation, à la segmentation des problèmes et des conflits sociaux. Au contraire, là où l'État est fort, là où la classe dirigeante est non seulement celle qui dirige la production mais aussi celle qui maintient et contrôle l'ordre social et culturel, il existe une forte tendance des conflits à s'agglomérer les uns aux autres et à faire apparaître un conflit central. De manière très schématique, on peut dire que la société américaine favorise les mouvements sociaux en leur offrant un espace politique très autonome mais les défavorise en les dispersant, tandis que la société française par exemple, leur permet aisément de se concentrer et donc de se donner des objectifs fondamentaux, mais les gêne en ne leur donnant souvent qu'un espace politique étroit et faiblement garanti.

2- La première difficulté que rencontre la formation d'un mouvement anti-nucléaire est la difficulté qu'il y a à identifier le conflit autour de l'industrie nucléaire avec un conflit de classes. Ceci tient d'abord à l'importance des problèmes technologiques en ce domaine, qui conduit le mouvement antinucléaire à être beaucoup plus facilement un mouvement culturel qu'un mouvement social, à remettre en cause certaines valeurs plutôt que des mécanismes de décision ou un pouvoir. On peut même dire que dans beaucoup de pays, l'utilisation civile de l'énergie nucléaire a été considérée comme une « rédemption » de celui-ci. Les physiciens ont beaucoup insisté, par exemple en France, sur les perspectives positives qu'ouvrait l'utilisation civile de l'énergie nucléaire et qui s'opposait à ses usages militaires. La production d'électricité semblait sauver l'énergie nucléaire jusqu'alors identifiée à la bombe d'Hiroshima. Enfin, comme on l'a dit, l'importance des contraintes extérieures, internationales, a fait

que le choix d'une politique énergétique apparaissait davantage comme l'œuvre de l'État au nom de certains intérêts et de certains groupes sociaux contre d'autres. Enfin, dans le cas de la France au moins, il faut souligner qu'une grande confusion est née du fait que l'idéologie traditionnelle de la gauche exaltait le développement des forces de production, de la science et de la technologie. Le Parti communiste a toujours été dans ce pays un des principaux défenseurs de l'industrie nucléaire, en insistant seulement pour que, dans ce domaine comme dans d'autres, des nationalisations élargissent le rôle de l'État, identifié par principe à l'intérêt général, au détriment des entreprises privées, nationales ou multinationales. De cette manière la formation d'un mouvement antinucléaire n'a pas pu se placer à l'intérieur de l'opposition traditionnelle de la droite et de la gauche. Récemment encore le débat sur le breeder a montré que le Parti communiste était un défenseur encore plus acharné de ce nouveau type de réacteur nucléaire que les partis de la majorité et que le Parti socialiste, seul, et encore de manière nuancée et au prix de fortes tensions internes, s'opposait à la construction de ce nouveau type de centrale.

3- En ce qui concerne l'autre déterminant principal de la formation d'un mouvement social, la situation est très différente d'un pays à l'autre. La France est un cas presque exceptionnel, puisque la fermeté du gouvernement l'a conduit à s'opposer très vigoureusement à toutes les manifestations antinucléaires jusqu'à ce que, en 1977, la grande manifestation réunie pour protester contre la construction du breeder aboutisse à une répression violente de la police, à la mort d'un manifestant et à l'amputation d'un autre.

4- En revanche, dans un certain nombre de pays, les mécanismes de discussion et de négociation ont été fortement développés. C'est le cas en particulier dans les pays scandinaves. Enfin, aux États-Unis, la force du mouvement d'opinion n'a peut-être pas eu d'effet politique aussi direct, au moins dans la mesure où la politique nucléaire américaine a été en grande partie commandée par la crainte de la prolifération des armes nucléaires, souci qui est caractéristique d'un pays qui exerce un leadership militaire, ce qui n'est pas le cas des pays européens. D'une manière générale le mouvement antinucléaire, comme beaucoup des mouvements de revendication et de contestation actuels, s'est développé beaucoup plus facilement comme courant d'opinion que comme force de pression politique et comme force de pression politique que comme mouvement social proprement dit.

Cette tendance a été renforcée par l'association du mouvement antinucléaire et des mouvements contre-culturels de la décennie passée. Dans tous les pays, et aux États-Unis plus qu'ailleurs, la réaction antinucléaire a été associée à un doute sur les valeurs de productivité et de croissance qui avaient dominé les pays industriels pendant une génération. Un fait nouveau est que cette crise a atteint aussi une partie notable des scientifiques, en partie parce que les physiciens ont eu le sentiment que leur discipline s'épuisait quant à sa créativité proprement scientifique, et d'autre part qu'ils étaient de plus en plus subordonnés aux technologues. Enfin un dernier obstacle à la formation d'un mouvement social, en particulier en France, tient à l'importance croissante des problèmes directement économiques dans la vie politique. Bien souvent le langage des gouvernements devient analogue à celui des chefs d'entreprise et la majo-

rité et l'opposition semblent s'opposer comme deux équipes de managers qui essayent chacune de montrer qu'elle est plus compétente que l'autre. Les problèmes, les conflits et les mouvements sociaux semblent se décomposer. D'un côté des préoccupations d'entrepreneurs ; à l'opposé des réactions proprement culturelles menées au nom de la survie ou de la vie privée ; entre les deux un système d'institutions et d'expressions politiques qui reste relativement ouvert. Cette situation, qui se trouve sous des formes très différentes dans la plupart des pays occidentaux, aboutit à démembrer les mouvements sociaux possibles, à en séparer les composantes culturelles, politiques et économiques plutôt qu'à les rapprocher les unes des autres et à favoriser la formation d'un conflit central.

III — LES ÉTAPES DE FORMATION D'UN MOUVEMENT SOCIAL

1- Il est insuffisant de penser que la socialisation du problème social conduit naturellement et nécessairement d'un retrait culturel vers un mouvement social. En réalité l'évolution peut se faire en deux sens opposés, soit vers la formation d'un mouvement social, soit vers ce qu'on peut appeler un *contre-mouvement social*. Alors qu'un mouvement social est le conflit de deux adversaires sociaux pour la gestion de ressources culturelles, le contre-mouvement social est la défense d'une communauté contre un ennemi considéré comme extérieur ou étranger, de sorte qu'il n'y a pas d'enjeu commun possible entre les deux adversaires. L'expression la plus classique du contre-mouvement social est le nationalisme qui s'oppose à un nationalisme opposé. On peut parler de contre-mouvement social car de tels mouvements s'opposent ouvertement aux mouvements sociaux qu'ils accusent de diviser la communauté menacée et qui peuvent même être accusés de trahison et éliminés comme des boucs émissaires. Dans le cas des mouvements antinucléaire et écologiste, comme dans le cas de mouvements régionaux ou urbains, il existe des tendances fortes à l'apparition de contre-mouvements sociaux, à partir de l'appel à la défense de l'identité, de la communauté ou d'une région contre un État qui, même s'il est l'État national, peut être considéré comme étranger. Il arrive que cette défense locale fasse appel à des valeurs traditionnelles et s'oppose à une modernité qui est jugée dangereuse en elle-même. Dans le cas de la France on peut se souvenir que le thème de la défense du pays contre l'État a nourri pendant longtemps des formes de pensée et d'action proprement réactionnaires. Il suffit d'évoquer la pensée de Charles Maurras faisant appel au pays réel contre le pays légal ou encore des tendances importantes du mouvement breton qui, dès avant la guerre, s'étaient alliées en national-socialisme allemand sur lequel elles comptaient pour se libérer de l'État français. De manière plus modérée, il est fréquent de voir que la résistance à l'installation des centrales nucléaires est menée surtout par des catégories moyennes et parfois même, comme dans le cas du Nogentais près de Paris, par des notables locaux. Certains chercheurs ont également montré que ces mouvements pouvaient aboutir à l'apparition de nouveaux notables s'opposant à une génération d'anciens notables qui ont depuis longtemps perdu leur influence. Certains comme J.-P. Faivret, D. Wolton et D. Missika ont été jusqu'à dénoncer chez les écologistes une tendance à un contrôle idéologique très fort qui pourrait même être considéré comme totalitaire. Mêm-

me si de telles affirmations sont excessives et ne peuvent concerner en réalité que quelques groupes mal définis ou quelques individus, il n'est pas certain que ces tendances proprement défensives ne s'opposent pas à la formation d'un mouvement social plutôt qu'elles ne le préparent. En tout cas nous avons observé en France une très grande distance entre ces mouvements de défense locale et ce qu'on a appelé l'écologie politique ou le mouvement antinucléaire, tel qu'il s'est constitué au niveau national.

2- Assez différente est la tendance à se servir du thème antinucléaire et plus généralement des luttes contre les grands travaux pour défendre la démocratie locale. Ce thème est d'une importance particulière en France où les communes, les départements et les régions ont une autonomie très limitée, tandis que les représentants du pouvoir central sont tout puissants. C'est en Alsace surtout, peut-être parce que le mouvement régional ou même nationaliste y est fortement gêné par les souvenirs de la guerre, que le mouvement antinucléaire a été le plus fortement associé à ces thèmes de défense de la démocratie locale qu'on retrouve presque identiques du côté allemand et du côté suisse du Rhin. Cette défense locale n'est ici plus du tout conservatrice; elle est à la fois traditionaliste, libertaire et modernisatrice.

3- Dans le cas français, l'aspect le plus spécifique du mouvement antinucléaire et ce qui l'a aidé le plus fortement à dépasser les orientations et les formes d'action qui viennent d'être évoquées, fut la liaison qui s'est établie entre lui et une des grandes confédérations syndicales, la C.F.D.T. Cette liaison s'est établie de deux manières. En premier lieu, à l'intérieur des usines nucléaires elles-mêmes, et tout particulièrement de la grande usine de retraitement de La Hague. La section syndicale C.F.D.T. de l'entreprise, qui est très active, a réussi, malgré des difficultés, à établir de fortes relations avec les militants écologistes locaux. Elle a également réalisé un film antinucléaire qui a été projeté dans toutes les régions du pays. Mais cet exemple ne doit pas tromper. Dans l'ensemble les travailleurs de l'industrie, même quand ils sont syndiqués à la C.F.D.T., sont peu sensibles au thème antinucléaire, surtout dans les régions où les centrales ou usines représentent une source très importante d'emplois bien rémunérés. C'est donc un deuxième type de lien qui a joué le rôle le plus important. L'organisation syndicale, à cause de sa nature et de ses traditions, a orienté l'action antinucléaire vers la définition d'un conflit social. Le terme même d'antinucleaire indique que l'action se définit avant tout ici par l'adversaire qu'elle combat. C'est cette définition d'un conflit social qui permet à l'action antinucléaire de dépasser les ambiguïtés du retrait culturel ou les limites d'une simple pression en faveur de la décentralisation des décisions et du développement de la démocratie locale. C'est ainsi que s'est constituée une avant-garde du mouvement antinucléaire qui a donné à son action une orientation sociale et politique générale. Un exemple le montre. Le soir même de l'accident de Three Mile Island, un groupe de militants antinucléaires se réunit à Paris pour rédiger le texte d'une pétition. Celle-ci fut ensuite adoptée par la C.F.D.T., un certain nombre d'organisations et même par le Parti socialiste. Ce qui est remarquable, étant donné les circonstances où il fut rédigé, est que cet appel ne fait aucunement référence à la peur d'une catastrophe. Il est essentiellement orienté vers le thème de la démocratie, vers la demande d'un référendum et de l'élaboration de plans énergétiques régionaux. Cette tendance s'ac-

compagne du remplacement d'attitudes antimodernisatrices par des attitudes hypermodernisatrices. Les enquêtes montraient déjà que les antinucléaires actifs avaient un niveau d'éducation et en particulier de formation scientifique très supérieur à celui de l'ensemble de la population, et en particulier à celui des pronucléaires passifs. Mais les techniciens, ingénieurs et scientifiques, souvent syndiqués à la C.F.D.T., ont surtout critiqué la politique nucléaire du gouvernement en l'accusant d'être une réponse très insuffisante à la crise énergétique. Ils ont demandé que l'action soit menée à la fois sur toutes les offres d'énergie et sur la demande d'énergie, ils ont à la fois insisté sur la nécessité de développer et d'accélérer l'utilisation de l'énergie solaire et insisté sur la nécessité de diminuer l'inégalité des revenus et de s'éloigner de la société dite de consommation pour réduire la consommation d'énergie et abaisser la corrélation qui existe entre la croissance économique et la croissance énergétique. Ceci les a conduits à présenter des contre-modèles de développement dont certains apparaissaient même comme extrêmement techniciste pour ne pas dire technocrates. Il est difficile de mesurer l'influence réelle de cette avant-garde qui constitue ce qu'on nomme l'écologie politique. Il est certain en tout cas qu'il existe une grande distance entre les réactions antinucléaires, en particulier locales, et ce mouvement antinucléaire. En particulier, les réactions antinucléaires ont été particulièrement importantes dans le sud-est de la France et aussi dans des régions rurales ou semi-rurales. En revanche, le mouvement antinucléaire s'est développé surtout dans les grandes villes et les régions industrielles. D'autre part, on a constamment observé des relations difficiles entre les habitants qui résistent au projet d'implantation d'une centrale et les militants antinucléaires, souvent fortement politisés, et qui viennent surtout des villes.

IV — UNE INTERVENTION SOCIOLOGIQUE

Ces observations auxquelles peut conduire l'étude des documents ne permettent pas de répondre directement à la question : la lutte antinucléaire et plus largement l'écologie politique portent-elles un mouvement social ; sont-elles engagées dans un conflit d'importance centrale pour notre société ? Défense locale, crise des valeurs industrielles, résistance aux décisions autoritaires de l'État, peur d'une catastrophe peuvent, en se combinant et en se superposant, donner l'illusion de la présence d'un mouvement social, illusion que le temps se chargerait de dissiper. Rien ne prouve la présence de cette signification plus centrale et plus élevée que les autres et surtout rien n'impose à une analyse de type historique de partir de cette signification pour interpréter les autres aspects de la lutte antinucléaire.

Cette limite des méthodes historiques courantes — affaiblies par le fait qu'elles s'appliquent à l'histoire immédiate — m'a conduit à recourir à une autre méthode, que j'avais élaborée et déjà appliquée dans un autre cas au cours des années précédentes : l'intervention sociologique, dont les principes et les procédures ont été présentés dans *la Voix et le regard* (forthcoming translation by Cambridge University Press). Je n'en présente ici que l'aspect principal.

Les chercheurs, ayant formé plusieurs groupes de militants qu'ils amènent progressivement à mener l'analyse de leur propre action, se forment une hy-

pothèse, à la fois par leur participation à ces groupes et par leur connaissance de documents historiques, concernant le mouvement social qui pourrait donner son importance la plus grande à la lutte considérée. Ils présentent cette hypothèse au groupe en s'efforçant d'amener ce groupe à se placer lui-même du point de vue de l'analyse, c'est-à-dire à considérer sa propre lutte du point de vue du mouvement social qu'elle peut porter en elle. Il va de soi que cette tentative peut échouer et que, si l'intervention du chercheur a été correctement menée, cet échec indique que cette lutte ne peut pas être vécue comme un mouvement social par les militants eux-mêmes. Si même le leadership exercé dans le groupe par le chercheur amenait ce groupe à accepter en apparence une hypothèse qui ne corresponde pas en réalité à ses conduites, il apparaîtrait vite que cette hypothèse produit du désordre et non pas de l'intelligibilité dans les réactions du groupe. À l'inverse, si l'hypothèse est juste, le groupe se montre capable de la prendre en charge et de s'en servir en premier lieu pour réinterpréter son action militante passée, en deuxième lieu pour analyser son histoire comme groupe et en troisième lieu pour élaborer un programme d'action et juger des réponses de l'environnement à ce programme.

L'hypothèse est d'autant plus pertinente qu'elle produit entre les membres du groupe une configuration d'opinions et d'attitudes plus stable plus claire et plus cohérente, de sorte que les militants soient clairement situés les uns par rapport aux autres quand ils adoptent l'hypothèse du chercheur comme cadre de référence. Ce travail exige par conséquent une recherche de longue durée au cours de laquelle les chercheurs passent plusieurs dizaines d'heures avec le même groupe. Nous veillons aussi à ce que l'étude soit menée dans plusieurs groupes et reproduite avec de nouveaux groupes à plusieurs mois de distance. Le moment central de la recherche est donc celui où, après une préparation de plusieurs semaines, le chercheur présente ses hypothèses et s'efforce de réaliser ce que nous appelons la conversion du groupe, c'est-à-dire son passage à l'analyse de sa lutte en termes de mouvement social.

Au cours de la phase principale de cette recherche, nous avons travaillé avec un groupe de militants antinucléaires venant de Paris, de la région parisienne et de l'usine de retraitement de La Hague, et avec un autre groupe formé de militants antinucléaires locaux de la région de Malville et de militants de Grenoble. Les deux groupes comportaient donc des agriculteurs, des scientifiques, des enseignants et des militants écologistes actifs. Nous avons observé que le groupe de Paris réussissait avec beaucoup de force et de constance à passer du côté de l'analyse et à réinterpréter son expérience passée et présente dans les termes introduits par les chercheurs. Au contraire, dans le groupe de Grenoble-Malville, cette «conversion» échoua; en particulier, parce que certains écologistes partisans de la violence, alliés aux militants locaux de la région de Malville, s'opposèrent à notre effort pour introduire une analyse de leur lutte en termes de mouvement social, restant attachés à une idéologie de rejet de l'État et de recherche d'une société d'équilibre, donc à un mélange de refus culturel et de révolte libertaire, ce qui les empêcha de parvenir à l'idée proprement central. Écologistes et syndicalistes à Paris au contraire s'éloignèrent de plus en plus de réactions en termes de peur ou de refus de la modernité et entreprirent de définir de manière de plus en plus élaborée leur action comme

antitechnocratique, par conséquent en termes de lutte contre un adversaire pour un enjeu de portée générale, plutôt que comme l'opposition d'un type de culture à un autre. Il faut d'ailleurs noter que la pétition dont il a été question plus haut fut spontanément élaborée par quelques uns des membres de notre groupe de Paris, et que d'une manière plus générale, à l'intérieur du mouvement de l'écologie politique se fait sentir aujourd'hui encore l'effet de cette recherche sur un certain nombre de militants. Il faut cependant apporter des conclusions prudentes à cette recherche car, autant le groupe de Paris et plus tardivement, une partie du groupe de Grenoble, ont montré la validité de l'hypothèse selon laquelle la lutte nucléaire est reliée à un conflit social fondamental, autant les deux groupes, et tout aussi bien ceux que nous avons formés par la suite, se révélèrent incapables de transformer cette orientation de principe en programme d'action. Ceci conduit à dire que l'action antinucléaire porte en effet un mouvement social mais qu'elle n'est pas capable de le transformer en action organisée. Il existe une distance qui semble insurmontable entre les réactions défensives d'une base surtout locale et les contre-projets de développement et d'organisation sociale portés par des militants syndicalistes ou écologistes.

V — LA SOLUTION ÉLECTORALE

C'est probablement la distance entre ces réactions de défense culturelle et ces contre-projets sociaux et économiques qui a défini l'espace dans lequel a commencé à s'organiser une force proprement politique et en particulier électorale. Après l'été 1977 et l'échec sanglant de la grande manifestation de Malville, on assiste en France, comme le montre la succession des enquêtes d'opinion, à un recul progressif de l'opinion antinucléaire. Celle-ci ne fut majoritaire que pendant une courte période, à la fin de 1976 et au début de 1977; elle n'a cessé de reculer depuis, jusqu'à représenter en 1980 à peine plus du quart des répondants. En même temps le mouvement d'écologie politique ne parvenait pas à s'organiser. Pour deux raisons principales. La première est l'effet direct de cette distance entre la résistance culturelle et l'action politique et sociale, qui s'est traduite par une opposition de plus en plus vive entre deux composantes de l'action antinucléaire. L'autre est la crise politique de la gauche et la gravité des débats qui ont traversé le mouvement écologiste comme les mouvements régionalistes ou le mouvement des femmes pour savoir s'ils devaient s'intégrer aux partis politiques d'opposition ou garder leur indépendance.

Le fait qu'une nette majorité des militants écologistes et antinucléaires se soit montrée très opposée à une liaison avec les partis politiques de gauche (et *a fortiori* de droite) explique que se soit formé un mouvement politique qui acquiert en 1980 une organisation au niveau national. Ce mouvement politique s'oppose à la réaction de critique de la croissance industrielle capitaliste qui avait dominé la campagne de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974 et s'oppose aussi à la tendance prédominante du vote écologiste lors des élections européennes de 1979 et qui avait été dominé par la tendance alsacienne. Mais les enquêtes montrent que le vote écologiste est nettement séparé de la participation à un mouvement antinucléaire, n'est pas plus fort dans les circonscriptions électorales où s'était développée une action antinucléaire. D'autre

part les militants antinucléaires sont en grande majorité orientés à gauche alors que ceux qui indiquent leur sympathie pour un candidat écologiste ont des sympathies à droite aussi souvent qu'à gauche et plus souvent encore peuvent être définis comme des centristes, ce qui semble appuyer l'hypothèse déjà ancienne d'Ozouf qui voyait dans le vote écologiste un remplacement du vote centriste quasiment supprimé par la polarisation des électeurs autour des deux candidats du second tour de l'élection présidentielle.

Au moment où ce texte est écrit, l'importance prévisible du vote écologiste à la prochaine élection présidentielle semble devoir être plus fortement affectée par les décisions qui seront prises dans les partis politiques que par des initiatives intérieures au mouvement écologiste lui-même. En particulier, si le parti socialiste présentait la candidature de Michel Rocard, il semble que les intentions de vote écologiste diminueraient sensiblement. C'est dire que ce qui commande la force électorale écologiste reste profondément différent de ce qui est la raison d'être et la force de la lutte antinucléaire. Il serait faux de dire qu'un mouvement social se transforme en action politique. Dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, on peut parler d'un passage précoce à l'expression politique, avant même que se soit développé et organisé un mouvement social au sens strict. Ce qui peut produire par contre-coup le développement de formes extrêmes, voire sectaires, de réactions antinucléaires. Dans ce cas, déchiré entre une expression électorale très indirecte et des formes de refus ou de retraits extrêmes, le mouvement social présent mais faible se décomposerait et ne parviendrait pas à l'existence historique.

Il faut constater que les réactions antinucléaires, comme l'ensemble des attitudes des écologistes ne sont pas unifiées. Il serait excessif de dire qu'à partir de réactions de peur et de contre-culture s'est construit un mouvement antinucléaire qui met en cause le pouvoir technocratique. En réalité, à partir de réactions contre-culturelles s'est ouvert tout un éventail de réactions, parfois néo-conservatrices, parfois réformistes, parfois enfin conscientes de représenter un nouveau mouvement social d'importance centrale et capable de jouer dans la société de l'avenir un rôle aussi important que celui que le mouvement ouvrier a joué dans la société industrielle classique. Mais aucune de ces tendances ne l'emporte sur les autres, de sorte que les réactions antinucléaires restent socialement et politiquement indéterminées.

La seule conclusion qui puisse aller au-delà de cette constatation est de reconnaître que les réactions et les luttes antinucléaires marquent un changement considérable du champ politique. C'est la première fois que les problèmes du travail et de la production cessent d'occuper une place centrale dans la vie politique. Il est difficile de considérer le mouvement antinucléaire comme un aspect particulier des mouvements de consommateurs; en revanche on peut dire que, de même qu'au XIX^e siècle l'économie est devenue politique, en notre temps la culture à son tour est devenue politique. Le mouvement écologiste et en particulier l'action antinucléaire ont mis en cause non pas seulement des formes d'organisation du travail et de la production mais bien les valeurs, les finalités d'une société. C'est le caractère fondamental de sa protestation qui explique en grande partie la faiblesse de sa construction et de son organisation car

cette contestation des fins de la société se confond plus facilement avec un retrait culturel qu'avec une action proprement politique.

La question demeure de savoir si à partir de ces réactions diverses et souvent contradictoires on voit apparaître dans la vie politique un nouveau thème qui, sans avoir la capacité d'organiser autour de lui l'essentiel des débats politiques, résiste aux interprétations traditionnelles et signifie une transformation de nature des problèmes et des conflits sociaux les plus importants. Il n'est pas plus facile d'avancer cette conclusion qu'il ne l'était de démontrer l'importance centrale du mouvement ouvrier au milieu du XIX^e siècle. Celui-ci aussi oscillait entre sa dépendance à l'égard de mouvements politiques comme le chartisme en Angleterre ou le mouvement républicain en France et un réseau d'utopies et de sectes. Cette comparaison ne nous garantit pas que l'écologie politique soit destinée à occuper la même place centrale que le mouvement ouvrier; elle permet néanmoins de poser cette question. L'influence exercée dans l'opinion par les thèmes écologistes et en même temps l'ampleur d'une contestation qui met en cause des aspects essentiels de l'organisation économique et sociale font penser que le problème nucléaire est plus qu'un problème proprement politique et qu'il permet déjà de définir et de voir se combattre les forces les plus caractéristiques des sociétés industrielles avancées qu'on peut aussi nommer postindustrielles : d'un côté les grands appareils de gestion qui ont la capacité de produire les fins et par conséquent les genres de vie, et de l'autre ce qu'on peut appeler le public qui défend d'abord son identité ou une communauté mais s'efforce ensuite de contester le pouvoir des appareils et cherche à redonner à l'ensemble de la société la capacité de produire, de diriger et de contrôler ses changements et son fonctionnement.

* * *

RÉSUMÉ

Un mouvement social est une action collective organisée contre un adversaire social pour la gestion des moyens par lesquels une société agit sur elle-même et sur ses rapports avec son environnement. Comment le problème peut-il devenir un problème social? S'agit-il d'un mouvement social ou au contraire de formes de décomposition d'un mouvement social irréalisable pour des raisons sociales ou historiques? Pour répondre à ces questions, Alain Touraine, d'une part, analyse les obstacles à l'apparition d'un problème social et, d'autre part, évalue les étapes de formation d'un mouvement social. En outre, il dépasse l'étude des documents en ayant recours à l'intervention sociologique dont les principes et les procédures sont présentés dans *la Voix et le Regard*. L'intervention d'Alain Touraine aboutit aux conclusions suivantes : l'action nucléaire porte un mouvement social mais elle n'est pas capable de le transformer en action organisée; les réactions nucléaires comme l'ensemble des attitudes des écologistes ne sont pas unifiées, elles ne peuvent mettre en cause le pouvoir technocratique mais elle marquent un changement considérable du champ politique. Le problème nucléaire est plus qu'un problème proprement politique et permet déjà de définir et de voir se combattre les forces les plus caractéristiques des sociétés industrielles avancées qu'on peut nommer postindustrielles.

* * *

SUMMARY

A social movement is a collective action organized against a social adversary in order to manage the means by which a society acts upon itself and upon its relationships with the environment. How can the nuclear problem become a social problem? Is it a social movement or is it, on the contrary, a form of social movement in decomposition that is unrealizable for social and historical reasons? To answer these questions, Alain Touraine analyzes, on the one hand, the obstacles to the appearance of a social movement, and on the other, he evaluates the stages of formation of a social movement. Furthermore, he goes beyond the analysis of documents, by means of a "sociological intervention", the principles and procedures of which are presented in *la Voix et le Regard* (forthcoming translation by Cambridge University Press). Alain Touraine's intervention comes to the following conclusions: action on the nuclear issue carries within it a social movement, but it is not capable of transforming this social movement into an organized action; reactions to the nuclear issue indicate a considerable change in the political sphere, although, like all the attitudes of ecologists, they are disunited and unable to challenge technocratic power. The nuclear problem is more than a purely political problem, and through it the most characteristic forces of advanced industrialized societies, which we may refer to as post-industrial, can be defined and seen in their opposition to each other.

* * *

RESUMEN

Un movimiento social es una acción colectiva, organizada contra un adversario social, para la gestión de los medios por los cuales una sociedad actúa sobre ella misma y sobre sus relaciones con el medio ambiente. Como el problema nuclear puede convertirse en un problema social? Se trata de un movimiento social o al contrario de formas de descomposición de un movimiento social irrealizable por razones sociales o históricas? Para responder a esas preguntas Alain Touraine, analiza por un lado los obstáculos para la aparición de un problema social y por otra parte evalúa las etapas de la formación de un movimiento social. Además va más allá del estudio de documentos, recurriendo a la intervención sociológica. Los principios y los métodos de esta última han sido expuestos en su libro *la Voix et le Regard*. Alain Touraine llega a las conclusiones siguientes: la acción frente a lo nuclear trae consigo un movimiento social pero no es capaz de transformarlo en una acción organizada; tanto las reacciones frente a lo nuclear como el conjunto de las actitudes de los ecologistas no están unificadas y no pueden cuestionar el poder tecnocrático, sin embargo marcan un cambio considerable en el campo político. El problema nuclear es más que un problema puramente político y nos permite, desde ya, definir y verse combatir las fuerzas más características de las sociedades industriales avanzadas, que se las pueden llamar de post-industriales.